

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2010

A. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

- 1. Faits marquants**
- 2. Performance du Groupe**
- 3. Performances sectorielles**
- 4. Evènements post-clôture**
- 5. Perspectives**

B. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. FAITS MARQUANTS

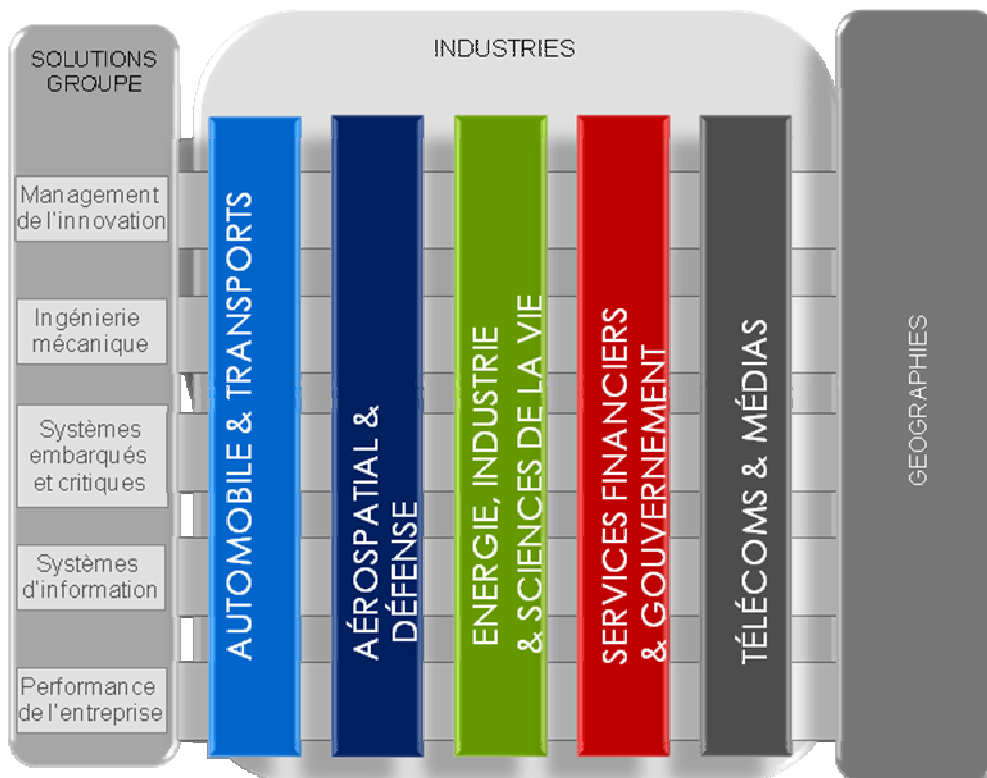
Evolution de l'organisation du groupe

Le groupe a franchi une nouvelle étape dans son processus de transformation et a mis en place en juin 2010 une nouvelle organisation visant à :

- renforcer la proximité avec ses clients en devenant le partenaire de leur développement stratégique ;
- développer son offre vers davantage de projets et de solutions ;
- livrer de façon homogène des projets transnationaux d'envergure.

Pour cela, une organisation en trois axes a été mise en place :

- le groupe reste prioritairement organisé par grandes **Géographies** (Axe 1), dirigées par un directeur de zone / pays / région. Ce dernier a pour mission le développement commercial et humain, en proximité avec les clients, ainsi que le développement de la marque Altran sur son territoire,
- les Géographies interagissent dorénavant avec des directions Industries (Axe 2) qui ont pour mission la définition de la stratégie des principaux secteurs d'activité des clients,
- enfin, des directions de Group Solutions (Axe 3) ont pour mission de développer et de garantir la qualité des offres et solutions, qui répondent aux enjeux clients définis par les Industries. Elles assurent la capitalisation du savoir et l'industrialisation des savoir-faire pour chacune de ces solutions, qu'elles font évoluer avec l'évolution des technologies et les pratiques des marchés.



Mesures d'adaptation pour répondre à la dégradation de l'environnement économique

Afin de faire face à la dégradation et à la faible visibilité de l'environnement économique depuis fin 2008, des plans d'actions spécifiques ont été mis en place dès avant le début de l'année 2009 et ont été poursuivis tout au long de cette année.

La finalisation ou le déploiement de ces plans s'est poursuivi au cours du 1^{er} semestre 2010 et a engendré une charge complémentaire au 30 juin 2010 de 13,2 millions d'euros, dont 6 millions d'euros au titre du Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) en France, correspondant à 101 départs complémentaires alors que les comptes 2009 enregistraient 500 départs.

La mise en œuvre effective de ce plan a ainsi commencé dès décembre 2009 et se traduira au final par 601 demandes de départs acceptées par la société, dont :

- 92 départs effectifs au 31 décembre 2009 ;
- 150 départs effectifs sur le 1^{er} trimestre 2010 ;
- 151 départs effectifs sur le 2^{ème} trimestre 2010.

Il reste 208 départs qui seront effectifs majoritairement au cours du 3^{ème} trimestre 2010.

Acquisitions

En application du protocole d'accord du 18 juin 2010, Altran UK a finalisé le 1^{er} juillet 2010 la prise de contrôle de la société Xype au Royaume-Uni, qui représente environ 80 ingénieurs dans le Product Life cycle Management et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 9 millions d'euros. L'acquisition sera consolidée à partir du 1^{er} juillet 2010.

2. PERFORMANCE DU GROUPE

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2010 (en millions d'euros)

	juin-10	juin-09
	6m	6m
Chiffre d'affaires	709,2	721,1
Autres produits de l'activité	3,9	1,4
Produits des activités ordinaires	713,1	722,4
Résultat opérationnel courant	17,5	8,9
<i>Autres produits et charges opérationnels non récurrents</i>	(15,9)	(17,5)
Dépréciation des écarts d'acquisition	(14,6)	(12,1)
Résultat opérationnel	(12,9)	(20,7)
Coût de l'endettement financier net	(12,6)	(5,5)
Autres produits financiers	8,7	5,0
Autres charges financières	(4,5)	(8,2)
Charge d'impôt	(6,1)	(1,6)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	(27,5)	(30,8)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat net	(27,5)	(30,8)
Intérêts minoritaires	(0,4)	0,6
Résultat net groupe	(27,9)	(30,2)
Résultat par action	(0,19)	(0,21)
Résultat dilué par action	(0,19)	(0,21)

La loi de finances pour 2010 a remplacé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, la CVAE a été qualifiée d'impôts sur le résultat alors qu'auparavant cette charge était comptabilisée dans le résultat opérationnel courant en « impôts et taxes ». Au titre du 30 juin 2009, le montant de la CVAE se serait établi à 4,237 millions d'euros. Il s'élève à 4,168 millions d'euros au 30 juin 2010.

Chiffre d'affaires

Après une année 2009 marquée par la crise mondiale et dans un environnement économique qui est resté difficile, le chiffre d'affaires semestriel du groupe s'établit à 709,2 millions d'euros, en léger retrait de 1,6% par rapport au 1^{er} semestre 2009 (-0,9 % à taux de change et périmètre constants). Ce taux intègre un effet favorable lié aux variations de taux de change à hauteur de 0,8% et un effet défavorable lié aux variations de périmètre pour 1,7%, dans les secteurs Nord et Reste du monde. Les jours ouvrés ont eu un impact positif de 1% sur le chiffre d'affaires.

Si le chiffre d'affaires semestriel est en léger repli, le 2^{ème} trimestre 2010 marque une croissance de 2,3% (+3,8% à périmètre constant) par rapport au 2^{ème} trimestre 2009 grâce notamment à la croissance retrouvée de la France (+7,5% au 2^{ème} trimestre 2010 par rapport au 2^{ème} trimestre 2009).

Les actions menées dans les différents pays et notamment en France avec le Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) ont permis une amélioration du taux de facturation groupe qui s'établit à 82,2% au 1^{er} semestre 2010, en hausse de 4,4 points par rapport au 1^{er} semestre 2009 (77,8%). Le taux de facturation par trimestre a ainsi progressé régulièrement depuis le 3^{ème} trimestre 2009 (78,2%) pour se situer à 83% au 2^{ème} trimestre 2010.

Marge brute et résultat opérationnel courant

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010	2009	S2 2009	S1 2009
Chiffre d'affaires	709,2	1 403,7	682,6	721,1
Marge brute	178,4	355,3	178,2	177,1
%	25,2%	25,3%	26,1%	24,6%
Frais généraux	-160,9	-324,3	-156,1	-168,2
%	-22,7%	-23,1%	-22,9%	-23,3%
Résultat opérationnel courant	17,5	31,0	22,1	8,9
%	2,5%	2,2%	3,2%	1,2%

Résultat opérationnel courant après retraitement de la CVAE :

<i>en millions d'euros</i>	S1 2010	S1 2009
Chiffre d'affaires	709,2	721,1
Marge brute	178,4	177,1
%	25,2%	24,6%
Frais généraux	-160,9	-164,0
%	-22,7%	-22,7%
Résultat opérationnel courant	17,5	13,1
%	2,5%	1,8%

La marge brute du 1^{er} semestre 2010 s'établit à 178,4 millions d'euros représentant 25,2% du chiffre d'affaires, en progression de 0,6 point par rapport au 1^{er} semestre 2009 (24,6%).

Cette légère amélioration du taux de marge brute résulte de la croissance de la France, de la l'amélioration du taux de facturation et de l'effet favorable des jours ouvrés. Ces effets bénéfiques ont été cependant neutralisés par la marge brute négative au Brésil. Hors ce pays, le taux de marge brute aurait été de 25,7% (soit + 1,2 point par rapport au 1^{er} semestre 2009). L'amélioration du taux de marge brute reste aussi limitée du fait d'une forte pression sur les prix de la part des clients.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 17,5 millions d'euros contre 13,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 (en données comparables après retraitement de la CVAE). Le taux de marge opérationnelle courante s'établit ainsi à 2,5% contre 1,8% au 1^{er} semestre 2009 (en données comparables après retraitement de la CVAE), en hausse de 0,7 point.

Cette amélioration du taux de marge opérationnelle courante résulte de la progression de la marge brute et de la réduction des frais généraux.

Les frais généraux ont baissé en valeur de 7,3 millions d'euros, dont 4,2 millions provenant de l'enregistrement de la CVAE en impôts. Cette taxe a remplacé pour une part, depuis le 1^{er} janvier 2010, la taxe professionnelle qui était comptabilisée en frais généraux.

Hors impact de la CVAE, les frais généraux ont ainsi diminué de 3,1 millions d'euros et représentent 22,7% du chiffre d'affaires.

La politique de réduction et de contrôle des coûts engagée depuis 2007 dans le groupe a ainsi permis de maintenir au 1^{er} semestre 2010 un taux de 22,7%, identique à celui du 30 juin 2009, alors que le chiffre d'affaires est en légère baisse.

Evolution des effectifs du groupe

	30/06/2009	31/12/2009	30/06/2010
Effectifs totaux fin de période	17 548	17 149 *	16 801
Effectifs moyens	17 919	17 243	16 778

* Ce chiffre inclut 178 salariés de la filiale Fagro Consultancy BV, cédée le 30 décembre 2009

Au 30 juin 2010, l'effectif total du groupe est de 16 801 personnes, en diminution de 2% (-348 personnes) par rapport au 31 décembre 2009 et de 4,3% (-747 personnes) par rapport au 30 juin 2009.

Le niveau de recrutement atteint 1 720 personnes au cours du 1^{er} semestre 2010, contre 1 015 au 1^{er} semestre 2009, soit une progression de 69,5% à périmètre constant. Cette augmentation traduit les tendances constatées dans plusieurs pays comme la France et l'Espagne qui représentent les deux tiers des recrutements du semestre.

Compte tenu du départ de 301 personnes au titre du Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) en France, le nombre de départs de consultants est en diminution de 25,2% par rapport au 1^{er} semestre 2009 à périmètre constant, ramenant ainsi le taux de turnover glissant sur 12 mois à 21,6% contre 27,3% au 1^{er} semestre 2009.

Le taux de turnover annualisé des consultants pour les six premiers mois atteint 24,6%.

Charges opérationnelles courantes

Millions d'€	S1 2010	2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires	709,2	1 403,7	682,6	721,1	-1,6%
Charges de personnel	520,7	1 039,7	489,7	550,0	-5,3%
% CA	73,4%	74,1%	71,7%	76,3%	-2,9 pts

Millions d'€	S1 2010	2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Total charges externes	157,8	293,3	147,5	145,8	8,2%
% CA	22,2%	20,9%	21,6%	20,2%	2,0 pt
Sous-Traitance	56,7	105,2	55,1	50,1	13,3%
% CA	8,0%	7,5%	8,1%	6,9%	1,1 pt
Redevances de crédit-bail	2,0	5,0	2,5	2,6	-21,9%
% CA	0,3%	0,4%	0,4%	0,4%	-0,1 pt
Loc. simples et Ch. Ext.	27,4	58,0	28,0	30,1	-8,8%
% CA	3,9%	4,1%	4,1%	4,2%	-0,3 pt
Formation	4,5	2,7	3,1	-0,4	1349,2%
% CA	0,6%	0,2%	0,4%	0,0%	0,7 pt
Honoraires et services ext.	14,4	24,8	11,3	13,5	6,5%
% CA	2,0%	1,8%	1,7%	1,9%	0,2 pt
Transports voyages déplacements	31,0	62,9	31,4	31,5	-1,6%
% CA	4,4%	4,5%	4,6%	4,4%	0,0 pt
Autres achats et services extérieurs	21,7	34,6	16,2	18,4	18,0%
% CA	3,1%	2,5%	2,4%	2,5%	0,5 pt

Les charges de personnel baissent de 5,3%, soit 29,3 millions d'euros, ce qui réduit ainsi de 2,9 points leur poids dans le chiffre d'affaires. L'ensemble des secteurs contribue à cet effort, exception faite du Sud et notamment de l'Espagne qui est en croissance.

Cette diminution est principalement due aux différentes actions engagées depuis l'année dernière :

- mise en œuvre de plans de restructuration dans tous les pays pour adapter les effectifs au niveau d'activité, notamment le plan de départ volontaire en France sur la division automobile où 393 personnes sont effectivement parties au 30 juin 2010 sur 601 départs prévus ;
- maîtrise des recrutements : même si les recrutements sont plus dynamiques sur 2010 que sur 2009, ils sont en baisse de 39,3% par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Les autres charges externes augmentent de 8,2% par rapport au 1^{er} semestre 2009. Cette hausse est principalement liée :

- aux charges de sous-traitance, qui augmentent de 13,3% sur la période, notamment en France (+31,4%) afin d'alimenter la croissance tout en gardant le bénéfice d'une certaine flexibilité ;
- aux charges de formation (+4,8 millions d'euros), qui reviennent à un niveau plus standard, après une année 2009 où, en France, le groupe a bénéficié de remboursements d'organismes de collecte et de financement sur des actions de formation ;
- aux autres achats et services extérieurs (+18%), particulièrement en Espagne qui affiche une croissance de son activité.

Ces augmentations de charges ne doivent pas occulter les efforts de rationalisation fait sur les loyers et charges locatives (-8,8%), notamment dans le secteur Nord et aux Etats-Unis.

Autres produits et charges opérationnels non récurrents et résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents regroupent les éléments inhabituels de nature à altérer la compréhension de la performance opérationnelle du groupe. Ils représentent au 1^{er} semestre une charge nette de 15,9 millions d'euros et sont composés principalement des charges nettes de restructuration pour 13,2 millions d'euros (cf. §6.6. de l'annexe).

Des dépréciations des écarts d'acquisition ont été constatées sur 3 unités génératrices de trésorerie pour 14,6 millions d'euros.

Compte tenu des autres produits et charges non récurrents et des dépréciations des écarts d'acquisition, le résultat opérationnel du 1^{er} semestre 2010 s'établit en perte de 12,9 millions d'euros contre 20,7 millions d'euros de perte au 1^{er} semestre 2009.

Résultat financier et coût de l'endettement financier net

Le résultat financier présente une charge nette de 8,5 millions d'euros contre 8,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Le coût de l'endettement financier net augmente de 6,8 millions d'euros du fait des intérêts sur l'emprunt OCEANE contracté le 18 novembre 2009. Les variations positives de change représentent 7,3 millions d'euros.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période s'établit à 6,1 millions d'euros et résulte principalement :

- d'une charge d'impôts exigible de 12,9 millions d'euros (dont 9,6 millions d'euros d'impôts secondaires, y compris la CVAE pour 4,2 millions d'euros) ;
- d'un produit d'impôt différé de 6,8 millions d'euros.

Flux de trésorerie

en millions d'euros	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009	Variation
	A	B		2010/2009 (A-B)
Dettes financières nette d'ouverture (1er janvier)	(172.9)	(164.9)	(164.9)	(7.9)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(13.0)	(2.6)	15.2	(10.4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(4.7)	(8.3)	(7.0)	3.6
Flux net de trésorerie avant opération de financement	(17.8)	(10.9)	8.2	(6.8)
Impact des écarts de change et autres	(1.2)	2.9	(31.0)	(4.2)
Impact de l'augmentation de capital	0.1	0.1	0.0	(0.0)
Dettes financières nette de clôture	(191.8)	(172.9)	(187.8)	(18.9)

Le flux net de trésorerie généré par l'activité sur la période s'établit à -13 millions d'euros et s'explique notamment du fait :

- d'une amélioration de la capacité d'autofinancement, qui se situe à un niveau proche de l'équilibre au 1^{er} semestre 2010 contre -16 millions d'euros au 2^{ème} semestre 2009, en ligne avec le redressement amorcé des activités opérationnelles ;
- d'un besoin en fonds de roulement sous contrôle (+1,8 million d'euros), du fait d'une légère amélioration du délai de recouvrement client par rapport au 30 juin 2009 et d'une maîtrise de la gestion de la trésorerie groupe ;
- d'un moindre décaissement d'intérêts (-6,6 millions d'euros), résultat de la baisse des crédits moyen terme et de l'affacturage ainsi que des intérêts au titre de 2009 et 2010 de l'OCEANE 2015 qui ne seront décaissés que le 1^{er} janvier 2011 ;
- du décaissement de soldes d'impôts relatifs à l'exercice 2009 (-8 millions d'euros).

Endettement net du Groupe

Par rapport au 31 décembre 2009, la dette nette du Groupe a augmenté de 18,9 millions d'euros pour s'établir à 191,8 millions d'euros au 30 juin 2010.

en millions d'euros	30.06.2010	31.12.2009	30.06.2009	Variation
	A	B		(A-B)
Obligation convertible	99.8	99.9	-	(0.0)
Ligne de crédit moyen terme	87.1	103.9	121.0	(16.8)
Ligne de crédit court terme	177.3	211.7	173.7	(34.4)
<i>dont affacturage</i>	<i>132.9</i>	<i>159.7</i>	<i>116.8</i>	<i>(292.6)</i>
Dettes financières totales	364.2	415.4	294.7	(51.2)
Trésorerie & équivalent de trésorerie	172.4	242.6	106.9	(70.1)
Dettes financières nettes	191.8	172.9	187.8	18.9
Dettes financières nettes	191.8	172.9	187.8	
Participation des salariés	5.3	7.6	7.3	
Intérêts courus	11.0	4.8	2.5	
Endettement net	208.1	185.3	197.6	

3. PERFORMANCES SECTORIELLES

En application de la norme IFRS 8 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, le groupe présente désormais la segmentation selon son pilotage opérationnel et non plus en fonction de la seule géographie.

L'impact le plus significatif réside dans la présentation d'Arthur D. Little comme un secteur opérationnel distinct regroupant toutes les entités dans les pays où elles sont implantées, alors que chacune d'elle était rattachée à son pays d'appartenance.

Les secteurs opérationnels en application de la nouvelle norme se définissent ainsi :

- France
- Nord : Allemagne, Autriche, Benelux, Danemark, Irlande, Norvège, pays de l'Est, Royaume-Uni, Suède, Suisse
- Sud : Brésil, Espagne, Italie, Portugal
- Reste du monde : Amérique du Nord, Asie, Tunisie, Emirats Arabes Unis
- Arthur D. Little

Arthur D. Little exerce son activité dans les pays et régions suivants : Allemagne, Autriche, Benelux, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Amérique du Nord, Asie, Moyen-Orient.

Chiffre d'affaires par secteur opérationnel (après élimination inter-secteurs)

Le chiffre d'affaires au premier semestre 2010 s'établit à 709,2 millions d'euros, en baisse de 1,6% par rapport au premier semestre 2009 (- 0,9% à taux de change et périmètre constants) et se répartit par secteur opérationnel de la façon suivante :

En millions d'€	S1 2010				S1 2009		
	Total Secteurs	Eliminations intersecteurs	Total Chiffre d'affaires	%CA	Total Chiffre d'affaires	%CA	Var.
France	336,8	-12,1	324,7	45,8%	319,9	44,4%	1,5%
Nord	172,1	-3,8	168,3	23,7%	181,9	25,2%	-7,5%
Sud	148,8	-1,6	147,2	20,8%	147,5	20,5%	-0,2%
Reste du monde	17,5	-1,5	16,1	2,3%	19,4	2,7%	-17,2%
ADL	53,2	-0,3	53,0	7,5%	52,3	7,3%	1,2%
Total	728,4	-19,2	709,2	100,0%	721,1	100,0%	-1,6%

Ce repli du chiffre d'affaires reflète une situation contrastée :

- la France a connu une légère croissance de +1,5% ;
- le Sud, pénalisé par les difficultés au Brésil, résiste bien avec -0,2% ;
- le Nord et le Reste du monde accusent une baisse respectivement de -7,5% et -17,2%.

La répartition du chiffre d'affaires par pays (après élimination inter-secteurs) est la suivante :

(en millions d'euros)	S1 2010	% CA	YTD 2009	% CA	S2 2009	% CA	S1 2009	% CA
France	324,7	45,8%	622,5	44,3%	302,6	44,3%	319,9	44,4%
Allemagne	47,6	6,7%	97,1	6,9%	48,8	7,2%	48,2	6,7%
Autriche / Pays de l'Est	1,0	0,1%	3,1	0,2%	1,4	0,2%	1,7	0,2%
Royaume-Uni	47,4	6,7%	91,6	6,5%	44,5	6,5%	47,2	6,5%
Benelux	50,8	7,2%	125,2	8,9%	60,8	8,9%	64,4	8,9%
Suisse	8,1	1,1%	15,2	1,1%	7,1	1,0%	8,2	1,1%
Scandinavie	13,3	1,9%	23,6	1,7%	11,3	1,7%	12,2	1,7%
Italie	75,9	10,7%	147,0	10,5%	70,2	10,3%	76,8	10,7%
Espagne	53,6	7,6%	98,7	7,0%	49,0	7,2%	49,7	6,9%
Portugal	9,2	1,3%	19,6	1,4%	9,7	1,4%	9,9	1,4%
Brésil	8,5	1,2%	18,5	1,3%	7,4	1,1%	11,1	1,5%
Asie / Moyen-Orient	2,7	0,4%	5,4	0,4%	2,6	0,4%	2,8	0,4%
USA	13,3	1,9%	31,2	2,2%	14,5	2,1%	16,6	2,3%
ADL	53,0	7,5%	105,1	7,5%	52,8	7,7%	52,3	7,3%
Total	709,2	100,0%	1 403,7	100,0%	682,6	100,0%	721,1	100,0%

Chiffre d'affaires par métier

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

En millions d'€		Technologies & Innovation	Consulting & Information Services	Conseil en stratégie et management	Autres	Groupe
S1 2010	Chiffre d'affaires	402,9	202,1	56,0	48,2	709,2
	Poids du Chiffre d'affaires	56,8%	28,5%	7,9%	6,8%	100,0%
2009	Chiffre d'affaires	789,1	397,7	128,3	88,6	1 403,7
	Poids du Chiffre d'affaires	56,2%	28,3%	9,1%	6,3%	100,0%
Variation	Poids du Chiffre d'affaires	0,6 Pts	0,2 Pts	-1,2 Pts	0,5 Pts	

Le conseil en « Technologies & Innovation », principal métier du Groupe Altran, intervient principalement dans les secteurs de l'automobile, de l'aéronautique, du spatial, de la défense, des télécoms ou encore de l'énergie. Ce métier consiste à accompagner les clients sur les phases de conception, de développement, d'industrialisation et de production des produits et des services.

Le conseil en « Consulting & Information Services », second métier du Groupe Altran, intervient principalement dans les secteurs de la finance, de l'industrie au sens large et des télécoms. Ce métier vise à apporter à nos clients notre savoir-faire tant en termes de système d'information qu'en termes d'organisation.

Troisième métier du Groupe Altran, le « Conseil en stratégie et management » est principalement porté par Arthur D. Little. Cette activité s'adresse majoritairement aux Directions Générales afin de les accompagner sur des stratégies d'innovation et la gestion du changement.

Chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant par secteur opérationnel (avant élimination inter-secteurs)

France

France	S1 2010	YTD 2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	336,8	642,2	312,8	329,4	2,2%
Total des produits opérationnels	339,7	646,4	316,1	330,3	2,9%
Total des charges opérationnelles	-325,2	-628,5	-302,5	-326,0	-0,3%
Résultat opérationnel courant	14,5	17,9	13,6	4,2	242,6%
% Résultat opérationnel courant	4,3%	2,8%	4,4%	1,3%	3,0 pt

France	S1 2010	S1 2009 *	S1 2010 vs S1 2009 *
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	336,8	329,4	2,2%
Total des produits opérationnels	339,7	330,3	2,9%
Total des charges opérationnelles	-325,2	-321,8	1,1%
Résultat opérationnel courant	14,5	8,5	71,8%
% Résultat opérationnel courant	4,3%	2,6%	1,7 pt

* La CVAE est comptabilisée en 2010 en impôt. Elle a remplacé pour partie la taxe professionnelle qui était enregistrée en frais généraux. Le montant de la CVAE au 30 juin 2009 se serait établi à 4,237 millions d'euros. Il s'élève à 4,168 millions d'euros au 30 juin 2010.

La France réalise un chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs de 336,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre 329,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, soit une croissance de 2,2% (7,4 millions d'euros).

Au 2^{ème} trimestre 2010, elle a renoué avec une croissance positive, en hausse de 7,5% par rapport au 2^{ème} trimestre 2009.

Cette progression est tirée principalement par la branche « Technologies & Innovation ». Le métier du « Consulting & Information Services » est quant à lui en repli, malgré un certain dynamisme dans le secteur de l'Assurance qualité.

Le chiffre d'affaires est également impacté positivement par une séquence de jours ouvrés favorable (+2 jours par rapport au 1^{er} semestre 2009), représentant 1,6 point de croissance.

L'évolution du chiffre d'affaires par secteur en France a été contrastée durant le 1^{er} semestre 2010 :

- l'« Aerospace & Defense (ASD) » est le secteur le plus porteur avec de nombreux projets notamment dans l'Aerospace ;
- l'« Energy Industry Life Science (EILiS) » présente un bilan mitigé avec l'activité dans le nucléaire qui augmente malgré un certain manque de visibilité et un marché de l'« Oil & Gas » atone depuis le début d'année ;
- l'« Automotive Infrastructure & Transport (AIT) » se stabilise avec des signes de reprise ;
- les « Telecom & Media (TEM) » subissent la pression sur les prix avec l'obtention de contrats à des tarifs journaliers moyens inférieurs à 2009.

La France réalise un résultat opérationnel courant au 1^{er} semestre 2010 de 14,5 millions d'euros, ce qui représente 4,3% du chiffre d'affaires contre 2,6% du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2009 (en données comparables après retraitement de la CVAE).

Cette amélioration du taux de marge opérationnelle courante (+1,7 point) résulte d'une croissance du chiffre d'affaires et d'une légère diminution des charges opérationnelles dont l'évolution est cependant contrastée :

- baisse importante des charges de personnel (-10,5 millions d'euros et -4,9 points sur leur poids dans le chiffre d'affaires), conséquence du PPDV ;
- hausse des charges de sous-traitance (+5,1 millions d'euros et +29,1%) due principalement :
 - ✓ au souhait du groupe de préserver une certaine flexibilité dans un environnement économique encore incertain ;
 - ✓ au statut de « prime contractor » auprès d'un client du secteur « Aerospace & Defense (ASD) », l'obligeant à maintenir un niveau contractuel de sous-traitance.
- une hausse du poste formation (+4,5 millions d'euros), qui revient à un niveau plus classique après une année 2009 où le groupe a bénéficié de remboursements d'organismes de collecte et de financement sur des actions de formation.

Le taux de facturation s'est apprécié de 6,3 points pour atteindre 84,4% au 1^{er} semestre 2010, compensant ainsi la baisse des ressources (-401 ETP) et la forte pression sur les prix. Le tarif journalier moyen est ainsi en repli.

Hors coûts de la holding groupe (dont l'activité regroupe les organes de direction et les services transverses), la rentabilité opérationnelle de la France est de 6,8% contre 4,7% au 1^{er} semestre 2009 (en données comparables après retraitement de la CVAE).

Les coûts de la holding groupe se sont établis à 8,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre 7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. Ils intègrent des frais afférents à des projets informatiques initiés ces derniers mois.

Nord	S1 2010	YTD 2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	172,1	362,3	177,4	184,9	-7,0%
Total des produits opérationnels	172,1	362,3	177,2	185,1	-7,0%
Total des charges opérationnelles	-163,7	-344,4	-166,7	-177,6	-7,8%
Résultat opérationnel courant	8,4	18,0	10,5	7,5	11,8%
% Résultat opérationnel courant	4,9%	5,0%	5,9%	4,0%	0,8 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs du secteur Nord s'élève à 172,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre 184,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, soit une baisse de 7%. Le repli aurait été de 3,1% à taux de change et périmètre constants.

Cette zone, particulièrement touchée par la crise économique en 2009, présente des situations différentes :

- Les Pays-Bas (-15,3% à périmètre constant) et la Belgique (-3,8%) affichent une décroissance.

Les Pays-Bas sont particulièrement impactés par des décalages dans les démarrages de projets, tant dans le secteur de l'Automobile que dans le Développement durable et le Secteur public, avec d'importantes réductions budgétaires au niveau de l'Administration.

La Belgique quant à elle marque le pas dans les secteurs des « Telecom & Média (TEM) », avec des difficultés de recrutement et de l'Industrie ; le secteur principal qu'est la Santé / Pharma est également confronté à des difficultés ;

- La Suisse (-0,9%), l'Allemagne (-0,7%) et le Royaume-Uni (+0,5%) sont parvenus à stabiliser leur activité après une année 2009 particulièrement difficile.

L'Allemagne enregistre des signes de reprise dans le secteur Automobile, comme dans le métier « Consulting & Information Services (CIS) ».

Le Royaume-Uni pâtit d'un carnet de commande en forte décroissance dans le métier « Consulting & Information Services (CIS) » présent dans le secteur de la Finance et, dans une moindre mesure, dans le secteur Immobilier. Ces difficultés neutralisent les bonnes performances de filiales comme Altran Praxis, référence mondiale sur les offres concernant les systèmes critiques et embarqués.

- La Suède (+10,5%) bénéficie d'un impact de change favorable et est portée par son activité « Technologies & Innovation », notamment dans le secteur de l'Automobile ; cette croissance compense un fort taux d'inter-contrats dans le « Consulting & Information Services (CIS) » qui est son activité principale.

Malgré une activité en retrait et dans un environnement économique particulièrement difficile, la région Nord est parvenue à améliorer sa profitabilité opérationnelle de 0,8 point par rapport au 1^{er} semestre 2009. Le résultat opérationnel courant s'élève à 8,4 millions d'euros (4,9% du chiffre d'affaires) contre 7,5 millions d'euros (4%) au 1^{er} semestre 2009.

Ainsi, les charges opérationnelles (-7,8%) diminuent plus rapidement que la baisse de l'activité (-7%), notamment les charges de personnel (-10,4 millions d'euros à périmètre constant) qui décroissent dans l'ensemble des pays, exceptions faites de la Suède et du Luxembourg qui affichent une croissance.

L'augmentation du poste de sous-traitance (+2,4 millions d'euros), notamment en Belgique (+1,2 million d'euros) dans le secteur des « Telecom & Média » est compensée partiellement par la rationalisation des coûts sur les loyers, les honoraires et la formation.

Sud	S1 2010	YTD 2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	148,8	287,3	137,9	149,3	-0,4%
Total des produits opérationnels	149,0	287,8	138,0	149,8	-0,6%
Total des charges opérationnelles	-146,5	-278,1	-138,9	-139,2	5,2%
Résultat opérationnel courant	2,5	9,8	-0,8	10,6	-76,5%
% Résultat opérationnel courant	1,7%	3,4%	-0,6%	7,1%	-5,4 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inters-secteurs de la Région Sud est resté stable (-0,4%) malgré l'impact de la décroissance de l'activité au Brésil. Il s'élève au 1^{er} semestre 2010 à 148,8 millions d'euros contre 149,3 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. A taux de change constant, le Sud serait en recul de 1,4%.

Cette zone est marquée par des performances contrastées :

- l'Espagne affiche une croissance soutenue avec +7,4% ;
- l'Italie décroît légèrement de -1,3% ;
- le Portugal accuse une baisse de -6,1% ;
- le Brésil décroît de -22,5%.

Alors que le métier du « Consulting & Information Services » est en légère décroissance en Espagne, la branche « Technologies & Innovation » affiche une belle progression (+16,9%), notamment le secteur « Telecom & Media (TEM) » et dans une moindre mesure le secteur de l'Administration Publique. Le dynamisme de ces secteurs entraîne de nombreux recrutements (256 contre 161 au 1^{er} semestre 2009) dans ce pays depuis le début de l'année. Le tarif journalier moyen du 1^{er} semestre 2010 s'est bien maintenu malgré la pression tarifaire des clients. Le secteur de la Finance reste quant à lui inférieur aux attentes.

L'Italie connaît une conjoncture plus incertaine mais a bien résisté dans les secteurs de l'Automobile, de la Finance et de l'« Aéronautique, Spatial et Défense (ASD) » qui sont en croissance. Cependant, ces bonnes performances sont en partie neutralisées par des décalages de projets sur les marchés publics, des faiblesses du niveau d'activité dans le secteur de l'Energie et des « Telecom & Media (TEM) ». L'augmentation de la part de la Finance dans l'activité de ce pays ainsi que le ralentissement des projets dans l'Energie, zone à fort ancrage tarifaire, entraînent un fléchissement du tarif journalier moyen.

Le Portugal a dû faire face en début d'année à l'arrêt de projets dans le secteur de la Santé suite au choix de délocalisation en Inde du client. La bonne réactivité du pays et l'avance acquise dans le secteur des « Telecom & Media (TEM) », qui représente 45% de l'activité du pays, ont permis de limiter l'impact négatif. Ainsi, le taux de facturation s'est amélioré de 5,2 points.

La contribution au résultat opérationnel du Brésil pour le 1^{er} semestre 2010 est une perte de 5,9 millions d'euros. Cette perte résulte de difficultés rencontrées dans l'exploitation qui ont conduit à limiter la reconnaissance du chiffre d'affaires sur des contrats en cours d'exécution, à constituer des provisions complémentaires et à procéder à certains changements organisationnels. Il est rappelé qu'au titre du 2^{ème} semestre 2009, il avait été décidé de déprécier intégralement les écarts d'acquisitions des sociétés du groupe au Brésil.

Le résultat opérationnel courant du Sud s'établit à 2,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, soit 1,7% du chiffre d'affaires, contre 10,6 millions d'euros et 7,1% un an auparavant. Il a été

particulièrement impacté par la perte enregistrée au Brésil qui s'est élevée à 5,9 millions d'euros. Hors ce pays, le taux de marge opérationnelle courante du Sud s'établit à +6,1%.

Le pincement du taux de marge opérationnelle courante (-5,4 points) est généré par :

- la forte baisse du revenu au Brésil et ses mauvais résultats. Hors Brésil, le pincement du taux de marge opérationnelle courante aurait été de 1,9 point ;
- la forte pression tarifaire en Italie et au Portugal qui pèse à hauteur de 1,3 point sur le taux de marge opérationnelle de la zone.

Reste du monde (Amérique du Nord, Asie, Tunisie, Emirats Arabes Unis)

Reste du monde	S1 2010	YTD 2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	17,5	38,5	18,0	20,5	-14,4%
Total des produits opérationnels	17,5	38,5	18,0	20,5	-14,5%
Total des charges opérationnelles	-18,5	-42,9	-19,2	-23,7	22,0%
Résultat opérationnel courant	-1,0	-4,4	-1,2	-3,2	69,8%
% Résultat opérationnel courant	-5,6%	-11,5%	-6,7%	-15,7%	10,2 pt

La zone Reste du monde marque un recul de 14,4% de son chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs qui s'établit à 17,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 par rapport à 20,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009. A taux de change et périmètre constants, la baisse est de 8,1%.

L'activité de cette zone, réalisée principalement aux Etats-Unis et en Asie, connaît une situation contrastée :

- aux Etats-Unis, l'activité demeure en recul (-11,7% à périmètre et change constants) avec un marché particulièrement difficile, notamment sur le Consulting. Même si l'Engineering semble moins touché, les projets font l'objet de décalages dans le temps ; les opportunités se situent hors de la zone, notamment en Chine ;
- l'Asie résiste bien (-0,1%) à la crise avec une activité équivalente à celle du 1^{er} semestre 2009. Elle continue à bénéficier de deux projets majeurs en « Technologies & Innovation » dans le secteur de la téléphonie à Taiwan et dans l'« Aéronautique, Spatial et Défense (ASD) » en Corée.

Malgré une forte baisse d'activité, la zone Reste du monde a pu réduire ses pertes de 2,2 millions d'euros entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2009, grâce aux mesures de réduction des coûts, notamment la rationalisation des locaux aux Etats-Unis.

A part la sous-traitance, source de flexibilité, qui progresse de 1 million d'euros, l'ensemble des principaux postes de charges est en repli :

- les charges de personnel : -23,0%, soit -3,8 millions d'euros
- les transports, voyages et déplacement : -67,3%, soit -0,6 millions d'euros
- les autres achats et services extérieurs : -35,2%, soit -0,5 millions d'euros
- les loyers et charges locatives : -32,9%, soit -0,4 millions d'euros

Arthur D. Little

ADL	S1 2010	YTD 2009	S2 2009	S1 2009	S1 2010 vs S1 2009
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	53,2	106,6	53,5	53,1	0,3%
Total des produits opérationnels	54,1	106,6	53,6	53,0	2,0%
Total des charges opérationnelles	-60,8	-116,6	-53,6	-63,0	3,5%
Résultat opérationnel courant	-6,7	-10,0	0,0	-10,0	32,9%
% Résultat opérationnel courant	-12,6%	-9,4%	0,0%	-18,9%	6,3 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs d'Arthur D. Little s'établit au même niveau que celui du premier semestre 2009, soit 53,2 millions d'euros contre 53,1 millions d'euros. Cependant, hors impact de change et à jours ouvrés constants, le chiffre d'affaires est en baisse de 6,1%.

Pour Arthur D. Little, même si l'activité montre une certaine stabilité par rapport au 1^{er} semestre 2009, le chiffre d'affaires reste en deçà des attentes.

Les principales difficultés concernent le secteur de l'« Aéronautique, Spatial et Défense (ASD) » en Europe, avec l'annulation de deux importants contrats dans l'aérien, le Benelux avec des décalages de projets notamment dans le secteur de la Chimie. Le Moyen-Orient et la Corée marquent également le pas.

Certains pays montrent cependant une croissance, comme la Suède et la Chine dans le secteur « Automotive Infrastructure & Transport (AIT) », ainsi que la Malaisie et les Etats-Unis.

Les mesures de restructurations et de réductions des coûts menées depuis le début de l'année 2009 ont permis une baisse des charges opérationnelles de 3,5% et ont également entraîné une diminution des ressources (-119 ETP) entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2009. Cette baisse des effectifs et une pression importante sur les prix ont cependant été compensées par une amélioration du taux de facturation qui remonte de 11,8 points.

Arthur D. Little affiche une perte de -6,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 contre -10 millions d'euros un an plus tôt.

4. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Altran Technologies a comptabilisé un achat de prestations de services de 37 milliers d'euros auprès de la société Alter dans laquelle un administrateur possède des intérêts.

5. EVENEMENTS POST-CLÔTURE

Altran a cédé le 30 juillet 2010 le sous-groupe Altran Control Solutions à son management. Ces activités représentaient environ 12,4 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel et étaient en perte depuis 2007.

6. PERSPECTIVES

La mise en place de la nouvelle organisation, l'amélioration des perspectives en France et le redressement graduel des activités à l'international devraient permettre au groupe d'accélérer la croissance de ses activités au cours des prochains trimestres.

L'environnement concurrentiel difficile et les pressions tarifaires des clients continueront de peser sur les marges à court terme.

Le groupe maintiendra sous contrôle ses coûts indirects et bénéficiera des derniers départs dans le cadre du Plan de Départ Volontaire. La marge d'exploitation devrait donc s'améliorer de manière significative au 2nd semestre par rapport au 1^{er} semestre 2010.

B. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

ALTRAN TECHNOLOGIES

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 799 783 euros

Siège social : 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS

R.C.S Paris B 702 012 956 – Code APE : 7112B

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2010

I. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

en milliers d'euros		juin-10		déc-09	
	Notes	Valeurs brutes	Amort. Prov.	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes
Ecarts d'acquisition nets	5.1	666 901	(279 057)	387 844	395 832
Immobilisations incorporelles	5.2	67 534	(27 846)	39 688	40 228
Terrains & constructions		13 225	(5 088)	8 137	6 900
Autres immobilisations corporelles		98 846	(70 712)	28 134	28 934
Immobilisations corporelles	5.3	112 071	(75 800)	36 271	35 834
Participations comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence					
Actifs financiers non courants	5.4	30 419	(1 053)	29 366	30 244
Impôts différés actif		132 528	(51 831)	80 697	77 231
Actifs d'impôts non courants		264		264	187
Autres actifs non courants		12 004	(6 545)	5 459	4 164
TOTAL ACTIF NON-COURANT		1 021 721	(442 132)	579 589	583 720
Stocks et en-cours		2 037	(73)	1 964	1 921
Avances et acomptes versés sur commandes		1 022		1 022	4 880
Clients et comptes rattachés	5.5	450 470	(5 665)	444 805	418 116
Autres créances	5.6	80 990	(3 930)	77 060	68 305
Clients et autres débiteurs		532 482	(9 595)	522 887	491 301
Actifs financiers courants	5.7	1 318	(224)	1 094	1 099
Equivalents de trésorerie	5.9	126 352		126 352	198 630
Trésorerie	5.9	46 097		46 097	43 942
TOTAL ACTIF COURANT		708 286	(9 892)	698 394	736 893
TOTAL ACTIF		1 730 007	(452 024)	1 277 983	1 320 613

en milliers d'euros	Notes	juin-10	déc-09
Capital	5.8	71 800	71 790
Primes liées au capital		337 677	337 256
Réserves attribuables aux porteurs de capitaux de la maison mère		77 399	156 413
Ecart de conversion		(23 428)	(32 578)
Résultat de l'exercice / de la période		(27 914)	(74 753)
Intérêts minoritaires		1 314	1 285
Capitaux propres		436 848	459 413
Emprunts obligataires convertibles (+1an)		102 818	100 422
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)		76 401	92 414
Autres passifs financiers non courants		14 354	17 925
Passifs financiers non courants	5.9	193 573	210 761
Provisions pour risques et charges long terme	5.10	11 888	12 098
Avantages du personnel long terme	5.11	38 294	38 180
Impôts différés passif	5.9	15 804	16 290
Autres passifs long terme		3 352	318
Autres passifs non courants		69 338	66 886
Total passif non-courant		262 911	277 647
Fournisseurs et comptes rattachés	5.12	66 099	63 716
Dettes fiscales exigibles		92 716	78 840
Avantages du personnel courants	5.11	164 026	133 620
Dettes sur immobilisations		2 676	1 100
Autres dettes courantes	5.13	30 844	38 518
Fournisseurs et autres créiteurs courants		356 361	315 794
Provisions pour risques et charges court terme	5.10	33 479	48 803
Dettes sur titres court terme	5.14	1 424	1 851
Passifs financiers courants	5.9	186 960	217 105
Autres passifs courants		221 863	267 759
Total passif courant		578 224	583 553
TOTAL PASSIF		1 277 983	1 320 613

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

en milliers d'euros	Note	juin-10	déc-09	juin-09
Chiffre d'affaires	6.1 & 6.2	709 216	1403 734	721 086
Autres produits de l'activité		3 858	4 673	1 362
Produits des activités ordinaires		713 074	1408 407	722 448
Achats consommés		(6 738)	(11 714)	(5 447)
Variation des travaux en-cours		(21)	323	2 585
Charges externes	6.3	(157 777)	(293 296)	(145 783)
Charges de personnel	6.4	(520 352)	(1037 833)	(549 467)
Charges de personnel - paiement en actions	6.4	(365)	(1 892)	(544)
Impôts et taxes		(2 041)	(10 256)	(5 762)
Dotations aux amortissements et provisions nettes	6.5	(4 437)	(9 526)	(3 673)
Autres produits et charges opérationnels		(3 814)	(13 203)	(5 468)
Résultat opérationnel courant		17 529	31 010	8 889
Autres produits opérationnels non récurrents		36 987	39 367	7 659
Autres charges opérationnelles non récurrentes		(52 852)	(103 799)	(25 134)
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	6.6	(15 865)	(64 432)	(17 475)
Dépréciation des écarts d'acquisition	5.1	(14 573)	(38 636)	(12 067)
Résultat opérationnel		(12 909)	(72 058)	(20 653)
<i>dont Dépréciation des écarts d'acquisition</i>		(14 573)	(38 636)	(12 067)
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		2 131	4 203	2 814
Coût de l'endettement financier brut		(14 767)	(18 515)	(8 310)
Coût de l'endettement financier net	6.7	(12 636)	(14 312)	(5 496)
Autres produits financiers	6.8	8 680	5 488	5 032
Autres charges financières	6.8	(4 526)	(10 697)	(8 165)
Charge / Produit d'impôt	6.9	(6 087)	16 259	(1 560)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		(27 478)	(75 320)	(30 842)
Résultat net d'impôt des activités abandonnées ou destinées à être cédées				
Résultat net		(27 478)	(75 320)	(30 842)
Intérêts minoritaires		(436)	567	634
Résultat net groupe		(27 914)	(74 753)	(30 208)
Résultat par action		-0,19	-0,52	-0,21
Résultat dilué par action		-0,19	-0,52	-0,21

La loi de finances pour 2010 a remplacé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle par deux nouvelles contributions :

- la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives foncières ;
- la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée résultant des comptes sociaux.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12, la CVAE a été qualifiée d'impôts sur le résultat alors qu'auparavant cette charge était comptabilisée dans le résultat opérationnel courant en « impôts et taxes ». Au titre du 30/06/2009, le montant de la CVAE se serait établi à 4 237 milliers d'euros contre 4 168 milliers d'euros au 30/06/2010. Le résultat opérationnel courant, en données comparables, aurait été de 13 126 milliers d'euros au 30/06/2009.

III. – ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

en milliers d'euros	juin-10	déc-09	juin-09
Résultat net de l'ensemble consolidé	(27 478)	(75 320)	(30 842)
Pépinières Cambridge Consultants	(626)	995	680
Instruments financiers	507	(997)	(1 915)
Gains et pertes actuariels			
Ecart de conversion	5 555	9 166	11 480
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	5 436	9 164	10 245
Résultat global de la période	(22 042)	(66 156)	(20 597)
<i>dont part attribuable aux :</i>			
▪ Propriétaires de la société du Groupe	(22 048)	(65 817)	(20 175)
▪ Intérêts minoritaires	6	(339)	(422)

en milliers d'euros	juin-10			déc-09			juin-09		
	avant impôt	impôt	après impôt	avant impôt	impôt	après impôt	avant impôt	impôt	après impôt
	Pépinières Cambridge Consultants	(1 113)	487	(626)	919	76	995	<	(334)
Instruments financiers	772	(266)	507	(1 671)	674	(997)	(2 873)	958	(1 915)
Gains et pertes actuariels			0						
Ecart de conversion	9 627	(4 072)	5 555	9 776	(610)	9 166	12 759	(1 280)	11 480
Autres éléments du résultat global pour la période	9 286	(3 851)	5 436	9 023	140	9 164	10 900	(656)	10 245

IV. – ETATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

en milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Variation des justes valeurs et autres	Différences de conversion	Résultat net	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
31 décembre 2008	143 177 101	71 589	335 291	116 810	10 309	(41 995)	11 438	503 442	242	503 684
Résultat global de la période				(1 277)	(1 235)	12 545	(30 208)	(20 175)	(422)	(20 597)
Augmentation de capital	23 571	12	57					69		69
Paiements en actions			544					544		544
Affectation de l'exercice				11 438			(11 438)	0		0
Autres mouvements				534		(303)		231	1 473	1 703
30 juin 2009	143 200 672	71 600	335 892	127 505	9 074	(29 754)	(30 208)	484 110	1 293	485 402
Résultat global de la période				670	21 994	(3 000)	(44 545)	(24 880)	83	(24 798)
Augmentation de capital	378 655	189	16					205		205
Paiements en actions			1 348					1 348		1 348
Affectation de l'exercice								0		0
Autres mouvements				(2 832)		176		(2 656)	(90)	(2 745)
31 décembre 2009	143 579 327	71 790	337 256	125 343	31 068	(32 578)	(74 753)	458 127	1 286	459 413
Résultat global de la période				(4 071)	(119)	10 056	(27 914)	(22 048)	6	(22 042)
Augmentation de capital	20 239	10	57					67		67
Paiements en actions			365					365		365
Affectation de l'exercice				(74 753)			74 753	0		0
Autres mouvements				(69)		(907)		(976)	21	(954)
30 juin 2010	143 599 566	71 800	337 678	46 450	30 949	(23 428)	(27 914)	435 534	1 314	436 848

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat opérationnel des activités poursuivies	(12 909)	(72 058)	(20 653)
Dépréciation des écarts d'acquisition	14 573	38 635	12 067
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	1 664	(33 423)	(8 586)
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes	(8 951)	20 190	9 722
Charges et produits liés aux stock options	365	1 892	544
Plus ou moins value de cession	1 394	(1 341)	352
Autres produits et charges calculés	4 943	(3 270)	(2 159)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(584)	(15 952)	(128)
Variation des stocks et en cours	(7)	(607)	(2 891)
Variation des clients et autres débiteurs	(16 777)	99 564	52 978
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	18 956	(51 711)	(21 125)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	2 173	47 246	28 961
Flux net de trésorerie d'exploitation	1 589	31 294	28 833
Intérêts versés	(8 578)	(22 019)	(14 115)
Intérêts encaissés	2 018	3 151	1 922
Impôts payés	(8 281)	(15 917)	(1 274)
Impact cash autres produits et charges financières	243	880	(138)
Flux de trésorerie d'exploitation utilisés par les activités abandonnées			
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(13 010)	(2 610)	15 228
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(8 282)	(13 168)	(6 915)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	47	129	166
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	(500)	(2)	(1)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	0	768	368
Décaissements liés aux earn-out	(454)	(2 445)	(54)
Incidence des variations de périmètre	2 431	10 056	805
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	700	(700)	0
Variation des prêts et avances consentis	(1 779)	(7 325)	(2 785)
Subventions d'investissement reçues	0	0	0
Autres flux liés aux opérations d'investissement	3 010	5 912	1 376
Flux de trésorerie d'investissement utilisés par les activités abandonnées			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(4 826)	(6 775)	(7 038)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	22	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice de stock options	45	87	69
Rachats et reventes d'actions propres	0	0	0
Décaissements liés à la participation des salariés	0	0	0
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	0	(55)	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	235	282 333	150 122
Remboursements d'emprunts	(20 131)	(218 876)	(202 577)
Autres flux liés aux opérations de financement	(33 419)	(41 264)	(78 043)
Flux de trésorerie de financement provenant des activités abandonnées			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(53 248)	22 226	(130 428)
Incidence des variations des cours des devises	963	277	(345)
Incidence changements de principe comptables		(10)	0
Variations de la Trésorerie nette	(70 122)	13 108	(122 583)
Trésorerie d'ouverture	242 571	229 463	229 463
Trésorerie de clôture	172 449	242 572	106 880
Variation de la trésorerie nette	(70 122)	13 108	(122 583)

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie brute apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau ci-dessus s'établit de la façon suivante :

en milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Equivalents de trésorerie	126 352	198 630	53 153
Trésorerie	46 097	43 942	53 727
Découverts bancaires			
Trésorerie nette	172 449	242 572	106 880

VI. ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES

Règles et méthodes comptables

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection des notes annexes. Ces comptes consolidés semestriels doivent donc être lus conjointement avec l'annexe aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2009 incluse dans le document de référence 2009.

Les normes comptables internationales appliquées dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2010 sont celles d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à cette date. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, les amendements de normes ou interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2010.

Les principes comptables retenus sont identiques avec ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2009 présentés dans l'annexe aux comptes consolidés incluse dans le document de référence 2009 à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010.

L'application de ces normes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du Groupe, tant au niveau du compte de résultat, de la présentation du bilan que de l'information financière.

Utilisation d'estimations

Comme indiqué dans le document de référence 2009 au paragraphe 20.1.4, la préparation des comptes nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Altran revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ainsi, à fin juin 2010, les plans d'affaires utilisés pour les activités présentant des indices de perte de valeur intègrent les conséquences estimées actuelles, à ce stade.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2010 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Altran Technologies le 30 août 2010.

1. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Altran Technologies et des 93 filiales qu'elle contrôle. Le Groupe consolide l'ensemble de ses filiales selon la méthode de l'intégration globale à l'exception de la société tunisienne Altran Telnet Corporation intégrée proportionnellement.

Les variations de périmètre n'ont pas d'incidence significative.

2. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe n'est pas sujette à saisonnalité et se réalise de manière relativement homogène entre chaque semestre. Les seuls facteurs ayant un impact sont le nombre de jours ouvrés et la prise de congés.

3. Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes (IFRS 7) auxquels le Groupe est exposé sont les suivants :

Risque de liquidité

L'endettement financier net du groupe qui s'établit à 208,1 millions d'euros au 30 juin 2010 est en augmentation de 23 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2009 (cf. 5.9).

Les ratios financiers du groupe au 30 juin 2010, tels que définis dans les contrats de crédit moyen terme, sont les suivants :

	30/06/2010
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	0,45
Dette financière nette/EBITDA avant participation (levier financier) selon définition du contrat de crédit	3,52

Il est précisé que l'EBITDA retenu pour le calcul des *covenants* est l'EBITDA glissant sur 12 mois avant participation des salariés et charges de personnel relatives aux paiements en actions (55 millions d'euros) et que la dette financière nette correspond à la dette nette hors participation des salariés et intérêts courus sur dettes obligataires (194 millions d'euros).

L'évolution des ratios financiers du groupe au cours de l'exercice précédent est la suivante :

	30/06/2009	31/12/2009
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	0,39	0,38
Dette financière nette/EBITDA avant participation (levier financier) selon définition du contrat de crédit	2,15	3,83

En vertu de l'accord de refinancement bancaire signé par le groupe avec un groupe de banque comprenant BNP Paribas, Crédit Agricole Île-de-France, Natixis et Société Générale, le 4 juillet 2008, le groupe dispose au 30 juin 2010 de lignes de financement amortissables de 107,9 millions d'euros sur 5 ans, intégralement mobilisées.

Les principales caractéristiques de ce crédit sont les suivantes :

- échéance 5 ans à compter du premier tirage ;
- amortissement semestriel à compter de juillet 2009 ;
- rémunération maximale du crédit : EURIBOR + 2,25%.

La mise à disposition de ces lignes est subordonnée au respect des ratios suivants :

	Dette financière nette/EBITDA	Dette financière nette/Fonds propres
31/12/2009	< 4,5	< 1,0
30/06/2010	< 5,5	< 1,0
31/12/2010	< 4,0	< 1,0
30/06/2011	< 3,75	< 1,0
31/12/2011	< 3,0	< 1,0
30/06/2012	< 2,5	< 1,0
31/12/2012 au 31/12/2013	< 2,0	< 1,0

Ce crédit est assorti de clauses de respect de ratios financiers, d'affectation de *cash flow* ou de plafonnement des acquisitions détaillées ci-après pour les principales :

- à compter de l'exercice 2009, affectation à la réduction du crédit du tiers du *cash flow* net consolidé au-delà de 15 millions d'euros (hors éventuelle opération de marché) ;
- limitation des acquisitions à un montant cumulé annuel de 50 millions sauf accord préalable de la majorité des banques prêteuses.

Par ailleurs, le groupe dispose de lignes de financement dans le cadre des contrats d'affacturage d'un montant de 294,3 millions d'euros (dont 132,8 millions utilisées) qui ne constituent pas un engagement à terme défini et sont à tacite reconduction.

Le groupe respecte au 30 juin 2010 l'ensemble de ses engagements bancaires (*covenants*). Dans le futur, dans le cas où l'un de ses ratios ne serait pas respecté, cela se traduirait par une renégociation avec les banques sur les conditions, modalités et coûts de leurs concours. Le Groupe ne peut préjuger aujourd'hui du résultat de cette éventuelle renégociation.

Le groupe dispose d'une gestion de trésorerie centralisée, ce qui permet de réduire le risque de liquidité.

Une procédure est mise en œuvre pour la définition des règles d'utilisation des liquidités du groupe dans les filiales et au niveau central, dont l'essentiel des recommandations tient en deux grands principes :

- tous les excédents de cash sont investis exclusivement auprès de la centrale de trésorerie du groupe (GMTS, société de droit français) ;
- GMTS affecte prioritairement ces excédents au remboursement des crédits et/ou utilise des supports monétaires dont la sensibilité et la volatilité sont inférieures à 1% l'an.

Risque de taux

Au 30 juin 2010, l'endettement financier net du groupe est de 208,1 millions d'euros constituée principalement d'une obligation convertible d'un montant initial de 132 millions

d'euros à taux fixe de 6,72% remboursable le 1^{er} janvier 2015 et de lignes de financement bancaires moyen terme et de ligne d'affacturage.

Les éléments relatifs à l'échéancier des emprunts et dettes financières figurent dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	À moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers	187	193	-
Actifs financiers	172	-	-
Position nette avant gestion	15	193	-
Hors bilan (couverture de taux)	200	200	-

Au terme de la convention de crédit signée en juillet 2008, le groupe a pris l'engagement de mettre en place un contrat de couverture de taux d'intérêt destiné à couvrir au moins 50% de l'engagement total du crédit revolving pour une durée minimum de 3 ans. Compte tenu du niveau d'endettement du groupe, constitué de lignes de crédit moyen terme et de ressources d'affacturage toutes indexées sur des taux variables, il a été décidé de mettre en place un *swap* de 200 millions d'euros sur 3 ans ayant pour effet de transformer son endettement net à taux variable en un endettement à taux fixe.

Au 30 juin 2010, les principales caractéristiques de ces contrats de couverture sont les suivantes :

	Date départ	Date échéance	Type	Taux fixe	Nominal	Taux initial	Devise
SG	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2925 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
BNP	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,3050 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
CA	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2900 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
NATIXIS	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2700 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR

Risque sur placement

L'essentiel des liquidités disponibles est investi dans :

- des SICAV Monétaires ;
- des titres de créances négociables ;
- des comptes en devises rémunérés (GBP, USD et CHF) ;
- des bons de capitalisation.

Les bons de capitalisation sont rémunérés à taux moyen de l'ordre de 4% alors que l'ensemble des autres placements est rémunéré sur la base du taux monétaire au jour le jour ou du LIBOR pour les devises. La sensibilité de ces placements, pour une variation de l'indice de référence (EONIA ou LIBOR) de 10%, est de 0,07%.

Le groupe détenait au 30 juin 2010 des valeurs mobilières de placement dont la valeur de marché s'élevait à 126 millions d'euros.

Risque de change

L'essentiel des actifs en devises du groupe est constitué par ses participations dans les pays hors zone Euro (principalement États-Unis, Brésil, Royaume-Uni, Suède, Singapour et Suisse).

Le montant des dettes financières contractées en devise hors zone Euro est non significatif au 30 juin 2010.

Au 1^{er} semestre 2010, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 120,6 millions d'euros en dehors de la zone Euro. Les recettes et les coûts des prestations intellectuelles délivrées aux clients étant libellés dans les mêmes devises, aucune politique systématique de couverture du risque de change n'est mise en place au sein du groupe.

Engagements en devises au 30 juin 2010 (en millions d'euros)

Devise	Actif	Passif	Position nette en devises	Cours au 30/06/2010	Position nette en euro avant gestion	Hors bilan	Position nette en euro après gestion	Sensibilité *
USD	96,1	(0,1)	96,0	0,8134	78,1	-	78,1	0,8
GBP	50,9	(21,0)	29,9	1,2142	36,4	-	36,4	0,4
CHF	7,1	-	7,1	0,7389	5,2	-	5,2	0,1
SEK	-	(22,9)	(22,9)	0,1046	(2,4)	-	(2,4)	0,0
SGD	20,8	-	20,8	0,5844	12,1	-	12,1	0,1
NOK	2,1	-	2,1	0,1252	0,3	-	0,3	0,0
BRL	-	(1,0)	(1,0)	0,4571	(0,5)	-	(0,5)	0,0
INR	42,7	-	42,7	0,0176	0,8	-	0,8	0,0
AED	0,2	-	0,2	0,2215	0,0	-	0,0	0,0

* Sensibilité à une variation d'1% de la devise.

Risque sur les actifs incorporels

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au 31 décembre de chaque année et lors d'arrêts intermédiaires en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les pertes de valeur constatées en compte de résultat s'élèvent à 14,6 millions d'euros au 30 juin 2010 à comparer à 12,1 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2009 et 26,5 millions d'euros au titre du 2nd semestre 2009. Ces dépréciations sont en relation avec des pertes d'activités considérées comme durables.

Au 30 juin 2010, les pertes de valeur constatées ont porté sur 3 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). La valeur nette comptable avant perte de valeur constatée au 30 juin 2010 des écarts d'acquisition s'élève à 394,9 millions d'euros.

Pour la réalisation des tests sur écarts d'acquisition au 30 juin 2010, ayant amené à constater les pertes de valeur ci-dessus, il a été retenu un taux d'actualisation après impôt (WACC) de 8,88% (contre 9,22% au 31 décembre 2009 et 9,10% au 30 juin 2009), soit un taux

d'actualisation avant impôt de l'ordre de 10%, et un taux de croissance de chiffre d'affaires à l'infini de 2%.

Les résultats des tests de sensibilité pratiqués sur les dépréciations des écarts d'acquisition sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Taux WACC		7,88%	8,88%	9,88%
Croissance infini	2,00 %	9,7	14,6	26,2
Croissance infini	1,00 %		17,5	

Risque environnement

Altran Technologies est une société de prestation de services intellectuels. Les risques liés à l'environnement sont donc faibles.

Risque juridique

Il n'y a pas eu de changements significatifs par rapport aux risques juridiques détaillés pages 14 et 15 du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 avril 2010 sous le numéro D10-0245.

Risque lié à la gestion de la dette obligataire convertible (OCEANE)

Le groupe a émis le 18 novembre 2009 une OCEANE remboursable le 1^{er} janvier 2015 pour un montant initial de 132 millions d'euros.

Risques particuliers liés à l'activité

L'ensemble des risques liés à l'activité est détaillé aux pages 9 et 10 du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 avril 2010 sous le numéro D10-0245.

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le groupe de ces différents risques hormis sur :

- les risques liés au personnel ;
- les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de réduction des coûts.

Risques liés à la gestion du personnel

Dans les secteurs du conseil en innovation et technologies et des services informatiques, le personnel est quasi exclusivement composé d'ingénieurs hautement qualifiés souvent très recherchés sur le marché du travail dans leurs domaines de compétence respectifs. La capacité du groupe à croître dépend, pour une large part, de sa capacité à attirer, motiver et/ou à retenir ce personnel hautement qualifié possédant les compétences et l'expérience nécessaires et également de sa faculté d'adapter ses ressources au niveau de la demande de ses clients.

Dans l'environnement actuel, toujours caractérisé par une visibilité limitée chez certains des clients du groupe, la capacité du groupe à adapter ses effectifs au niveau de la demande est un enjeu majeur.

Dès 2009, des plans d'adaptation des ressources ont été mis en place dans tous les pays et il a été décidé de mettre en œuvre en France un Plan Personnalisé de Départ Volontaire centré sur les activités automobiles. Ces mesures d'adaptation se sont poursuivies au cours du 1^{er} semestre 2010 et en France le PPDV, qui a été finalisé en mai 2010, se traduira par le départ au final de 601 personnes dont 392 déjà effectives au 30 juin 2010.

Malgré une amélioration graduelle de l'activité, il ne peut être exclu dans l'environnement économique actuel que le groupe ne puisse adapter ses ressources au niveau des demandes de ses clients aussi rapidement que nécessaire, ce qui pourrait affecter l'activité, la situation financière et les perspectives du groupe.

Par ailleurs, le groupe pourrait ne pas être en mesure de répercuter dans ses tarifs, immédiatement ou à terme, les hausses salariales qu'il pourrait être amené à consentir à ses salariés notamment dans le cas d'une modification substantielle des réglementations du travail ou dans un contexte de tensions sur les marchés du travail dans certains secteurs.

Risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de réduction des coûts indirects

Dans le cadre de son plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 et de ses perspectives, le groupe s'est plus particulièrement fixé pour objectif de réduire ses coûts indirects en mettant en place plusieurs dispositifs dont notamment la restructuration juridique du groupe par la réduction du nombre de filiales.

Les actions engagées par le groupe impliquent notamment la réalisation de fusions de sociétés filiales, le dégagement de synergies et d'économies d'échelle, la mise en œuvre et/ou l'optimisation de normes, contrôles et procédures ainsi que le déploiement de nouveaux outils.

Au cours du 1^{er} semestre 2010 ces efforts ont été poursuivis et se sont traduits par une baisse de 3,1 millions d'euros des coûts indirects, par rapport au 1^{er} semestre 2009, qui représentent désormais 22,7% du chiffre d'affaires. Cependant, compte tenu des incertitudes liées à l'environnement économique général et la faible visibilité de l'activité, il ne peut être donné de garantie sur le poids futur de ces derniers dans le chiffre d'affaires du groupe.

Risque lié à la couverture d'assurance des activités du groupe

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le groupe du risque lié à la couverture d'assurance des activités du groupe tel qu'il est inséré page 10 du document de référence 2009 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 12 avril 2010 sous le numéro D10-0245.

4. Evénements survenus au cours du 1^{er} semestre 2010

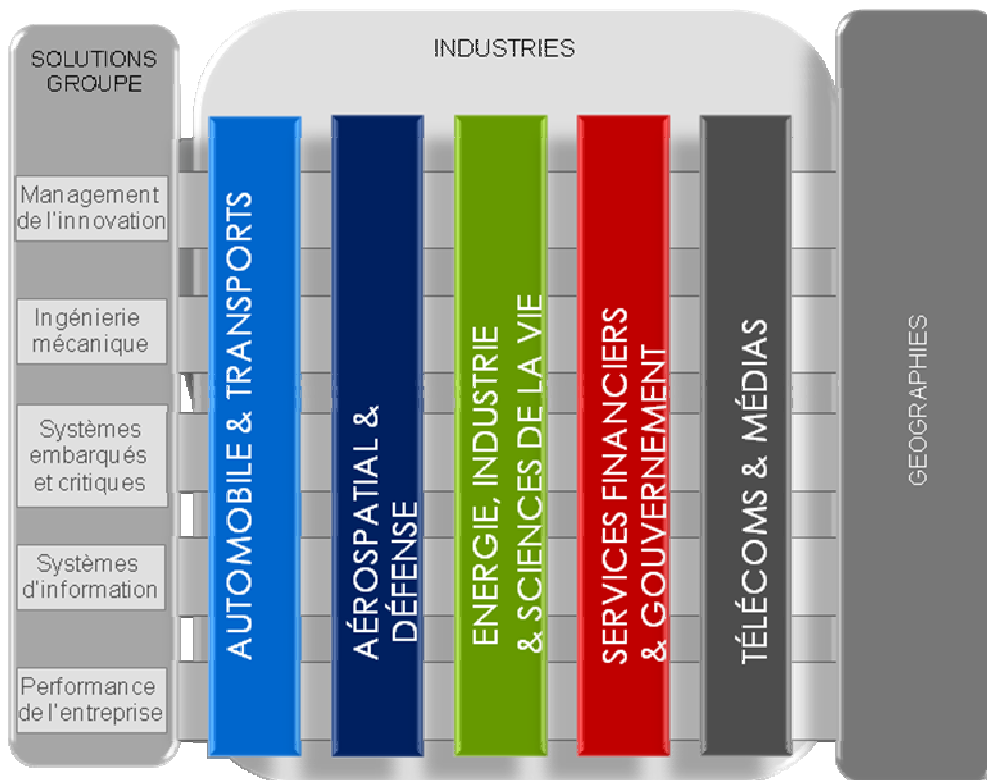
Evolution de l'organisation du groupe

Le groupe a franchi une nouvelle étape dans son processus de transformation et a mis en place en juin 2010 une nouvelle organisation visant à :

- renforcer la proximité avec ses clients en devenant le partenaire de leur développement stratégique ;
- développer son offre vers davantage de projets et de solutions ;
- livrer de façon homogène des projets transnationaux d'envergure.

Pour cela, une organisation en trois axes a été mise en place :

- le groupe reste prioritairement organisé par grandes Géographies (Axe 1), dirigées par un directeur de zone / pays / région. Ce dernier a pour mission le développement commercial et humain, en proximité avec les clients, ainsi que le développement de la marque Altran sur son territoire ;
- les Géographies interagissent dorénavant avec des directions Industries (Axe 2) qui ont pour mission la définition de la stratégie des principaux secteurs d'activité;
- enfin, des directions de Group Solutions (Axe 3) ont pour mission de développer et de garantir la qualité des offres et solutions, qui répondent aux enjeux clients définis par les Industries. Elles assurent la capitalisation du savoir et l'industrialisation des savoir-faire pour chacune de ces solutions, qu'elles font évoluer avec l'évolution des technologies et des pratiques des marchés.



25

Mesures d'adaptation pour répondre à la dégradation de l'environnement économique

Afin de faire face à la dégradation et à la faible visibilité de l'environnement économique depuis fin 2008, des plans d'actions spécifiques ont été mis en place dès avant le début de l'année 2009 et ont été poursuivis tout au long de cette année.

La finalisation ou le déploiement de ces plans s'est poursuivi au cours du 1^{er} semestre 2010 et a engendré une charge complémentaire au 30 juin 2010 de 13,2 millions d'euros, dont

6 millions d'euros au titre du Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) en France correspondant à 101 départs complémentaires alors que les comptes 2009 enregistraient 500 départs.

La mise en œuvre effective de ce plan a ainsi commencé dès décembre 2009 et se traduira au final par 601 demandes de départs acceptées par la société, dont :

- 92 départs effectifs au 31 décembre 2009 ;
- 150 départs effectifs sur le 1^{er} trimestre 2010 ;
- 151 départs effectifs sur le 2^{ème} trimestre 2010.

Il reste 208 départs qui seront effectifs majoritairement au cours du 3^{ème} trimestre 2010.

Acquisitions / Cessions

En application du protocole d'accord du 18 juin 2010, Altran UK a finalisé le 1^{er} juillet 2010 la prise de contrôle de la société Xype au Royaume-Uni qui représente environ 80 ingénieurs dans le Product Life cycle Management et réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 9 millions d'euros. L'acquisition sera consolidée à partir du 1^{er} juillet 2010.

La filiale américaine Imagitek a été cédée le 31 mars 2010.

5. Notes relatives à certains postes du bilan

5.1. Ecarts d'acquisition nets

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

Solde au 31 décembre 2009	395 832
Compléments de prix	0
Pertes de valeur	(14 573)
Variation de périmètre	(1 326)
Variation de change	7 911
Autres mouvements	0
Solde au 30 juin 2010	387 844

La variation de périmètre est relative à la cession d'Imagitek.

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentant des indices de perte de valeur au 30 juin 2010 ont fait l'objet d'un test de dépréciation.

Les pertes de valeur constatées en compte de résultat s'élèvent à 14 573 milliers d'euros au premier semestre 2010 et ont porté sur 3 Unités Génératrices de Trésorerie (cf risques sur les actifs incorporels du présent document).

Des informations complémentaires sont présentées au chapitre VI paragraphe 3 « risques sur les actifs incorporels » du présent document.

Le détail par secteur géographique est présenté ci-dessous :

Au 30/06/2010	France	Nord	Sud	Reste du monde	Arthur D. Little	Total
Pertes de valeur des écarts d'acquisition comptabilisées en résultat de l'exercice	0	(3 985)	(4 889)	(5 700)	0	(14 573)

Le taux d'actualisation (« WACC ») utilisé au 30 juin 2010 est de 8,88% et le taux de croissance de chiffre d'affaires à l'infini de 2%.

5.2. Immobilisations incorporelles

	Marques	Frais de Développement	Logiciels	Autres	TOTAL
Au 31 décembre 2009					
Valeur brute à l'ouverture	34 607	6 107	23 914	898	65 526
Amortissements et provisions	(2 084)	(3 926)	(18 962)	(326)	(25 298)
Valeur nette à l'ouverture	32 523	2 181	4 952	572	40 228

Mouvements sur la période :

Acquisitions	116	871	1 672	272	2 931
Cessions			0		0
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(98)	(628)	(1 589)	(16)	(2 331)
Variation de périmètre		(1 418)	(21)		(1 439)
Variation de change	1	176	198	1	376
Autres mouvements	(30)		492	(539)	(77)
TOTAL MOUVEMENTS (valeur nette) :	(11)	(999)	752	(282)	(540)

Au 30 juin 2010

Valeur brute à la clôture	34 658	5 569	26 655	652	67 534
Amortissements et provisions	(2 146)	(4 387)	(20 951)	(362)	(27 846)
Valeur nette à la clôture	32 512	1 182	5 704	290	39 688

La marque Arthur D. Little est valorisée dans les comptes consolidés à 31 968 milliers d'euros.

5.3. Immobilisations corporelles

Terrains	Constructions	Installations générales, agencements et aménagements	Matériel de bureau et informatique et mobilier	Autres	Total
----------	---------------	--	--	--------	-------

Au 31 décembre 2009

Valeur brute à l'ouverture	383	11 135	26 559	64 514	1 981	104 572
Amortissements et provisions		(4 618)	(14 261)	(48 521)	(1 338)	(68 738)
Valeur nette à l'ouverture	383	6 517	12 298	15 993	643	35 834

Mouvements sur la période :

Acquisitions		928	1 306	2 614	63	4 911
Cessions			(12)	(26)	(14)	(52)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(154)	(1 606)	(3 803)	(86)	(5 649)
Variation de périmètre			(14)	(242)	0	(256)
Variation de change		475	367	524	42	1 408
Autres mouvements		(12)	(80)	84	83	75
Total mouvements de la période	0	1 237	(39)	(849)	88	437

Au 30 juin 2010

Valeur brute à la clôture	383	12 842	28 083	68 522	2 241	112 071
Amortissements et provisions		(5 088)	(15 824)	(53 378)	(1 510)	(75 800)
Valeur nette à la clôture	383	7 754	12 259	15 144	731	36 271

Le Groupe détient en propre des terrains et des immeubles en France, en Italie et au Royaume-Uni pour un montant de 8,1 millions d'euros.

Il n'existe pas d'immobilisation corporelle entièrement amortie qui soit encore utilisée pour des montants significatifs.

Pour le premier semestre 2010, les dotations nettes aux amortissements relatives aux immobilisations corporelles s'élèvent à 5 649 milliers d'euros, dont (5 431) milliers d'euros sont inclus dans les dotations aux amortissements et provisions nettes, (200) milliers d'euros dans le résultat opérationnel non-récurrent et (18) dans le résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession.

5.4. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009
Disponibles à la vente		
Pépinière Cambridge Consultants	2 922	4 392
Prêts et créances générés par le Groupe		
Actifs de fonds de pension	8 231	8 169
Prêts effort construction	5 694	5 694
Dépôts et cautionnements	12 519	11 989
	26 444	25 852
Total	29 366	30 244

Au cours du premier semestre 2010, la variation de (1 470) milliers d'euros, relative aux « actifs disponibles à la vente » s'explique notamment par l'évaluation à la juste valeur des titres VECTURA détenus par la société britannique CCL au titre de son activité de pépinière d'entreprises.

5.5. Clients et comptes rattachés, nets de provision pour dépréciation

Les créances clients sont à échéance d'un an au plus.

	30/06/2010			31/12/2009		
	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues
Clients et comptes rattachés nets	444 805	80 708	364 097	418 116	79 165	338 951

Analyse de la variation de la provision pour créances clients et comptes rattachés :

31/12/2009	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Variations de change	Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2010
(8 297)	(1 297)	3 603	(145)	444	27	(5 665)

Les créances clients, nettes de dépréciation, dont l'échéance est dépassée s'analysent comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009
Échéances inférieures à 1mois	35 995	39 880
Échéances comprises entre 1mois et 3 mois	27 137	23 596
Échéances supérieures à 3mois	17 576	15 689
Total créances échues	80 708	79 165

Le Groupe reste responsable du recouvrement des créances clients cédées dans le cadre de contrats d'affacturage. Aussi ces créances sont-elles maintenues à l'actif avec une contrepartie en « Passifs financiers courants ».

Leur comptabilisation impacte les comptes de la manière suivante :

Actif		
	30/06/2010	31/12/2009
Clients et comptes rattachés	173 616	197 360
Annulation du dépôt de garantie	(40 761)	(37 621)
	132 855	159 739

Passif		
	30/06/2010	31/12/2009
Passifs financiers courants	132 855	159 739
	132 855	159 739

5.6. Autres créances

Ce poste comprend notamment les créances fiscales et les autres créances d'exploitation.

5.7. Actifs financiers courants

Ce poste comprend des dépôts et cautionnements dont l'échéance est inférieure à un an.

5.8. Capitaux propres et résultat par action

Au 30 juin 2010, le capital social d'Altran Technologies s'élève à 71 799 783 euros, divisé en 143 599 566 actions ordinaires. Au cours de la période close le 30 juin 2010, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 143 592 071 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 143 803 200 actions.

Composition du capital social	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social en début d'exercice	143 579 327	0,50 €
Actions composant le capital social en fin d'exercice	143 599 566	0,50 €

	30/06/10	31/12/09	30/06/09
Résultat net revenant à Altran Technologies	(27 914)	(74 753)	(30 208)
Impact des paiements en actions ayant un effet dilutif	365	1 892	544
Actions ordinaires	143 592 071	143 208 808	143 196 089
Options attribuées avec effet dilutif	211 128	0	0
Résultat par action (euro)	-0,19	-0,52	-0,21
Résultat dilué par action (euro)	-0,19	-0,52	-0,21

- ✓ Les options attribuées avec effet dilutif estimé à ce jour concernent les plans de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du 1^{er} semestre 2010 de l'action, à savoir :
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en mars 2003 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 968 101 ; dont la conversion produirait un effet dilutif de 211 128 actions
- ✓ Les instruments suivants dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen du 1^{er} semestre 2010 pourraient éventuellement diluer le résultat de base par action dans le futur, mais ne sont pas inclus dans le calcul du résultat dilué par action ci-dessus :
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2003 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 166 132 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2004 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1 168 046 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2005 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 132 369 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en décembre 2005 portant respectivement sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1 198 953 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions et d'actions gratuites Hors France mis en place en décembre 2007 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites de 1 986 082 et 219 500,
 - Emprunt Obligataire OCEANE échéance au 1^{er} janvier 2015 portant sur un nombre maximum d'obligations convertibles de 30 134 078.

Les caractéristiques des plans d'options de souscriptions d'actions et de l'emprunt obligataire sont présentées dans l'annexe des comptes consolidés 2009.

5.9. Endettement financier net

	30/06/10	31/12/09
Trésorerie et équivalents de trésorerie	172 449	242 572
Trésorerie Passive		
Trésorerie Nette	172 449	242 572
Emprunts obligataires convertibles (+1an)	102 818	100 422
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	76 401	92 414
Autres passifs financiers non courants	14 354	17 925
Emprunts obligataires convertibles (-1an)		
Emprunts obligataires courants	5 504	1 069
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	34 400	35 792
Dettes financières courantes sur biens acquis en location-financement		
Concours bancaires (*)	144 675	177 665
Autres dettes financières courantes	2 381	2 579
Endettement Financier Brut	380 533	427 866
Endettement Financier Net	(208 084)	(185 294)

(*) : y compris affacturage (voir détail au paragraphe 5.5.)

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Par rapport au 31 décembre 2009, la dette nette du Groupe s'est accrue de 22 790 milliers d'euros pour s'établir à 208 084 milliers d'euros au 30 juin 2010.

Equivalents de trésorerie

La valeur de marché des équivalents de trésorerie au 30 juin 2010 s'élève à 126 352 milliers d'euros et se décompose comme suit :

	30/6/10	31/12/09
Certificats de dépôts & autres	95 000	90 000
Sicav et FCP	31 352	108 630
Total	126 352	198 630

Echéancier de l'endettement financier brut

Le tableau ci-après présente une répartition, y compris intérêts courus et après prise en compte des effets des instruments de couverture, de l'endettement financier brut par catégorie et par échéance annuelle contractuelle :

	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Au delà
Emprunts obligataires convertibles (+1an)		0	0	0	102 818	0
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)		31 789	31 789	12 823	0	0
Autres passifs financiers non courants		12 506	915	839	35	58
Passifs financiers long terme	0	44 295	32 704	13 662	102 853	58
Emprunts obligataires courants	5 504					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	34 400					
Concours bancaires	144 675					
Autres dettes financières courantes	2 381					
Passifs financiers court terme	186 960	0	0	0	0	0
Total	186 960	44 295	32 704	13 662	102 853	58

L'échéancier des dettes financières se résume comme suit au 30 juin 2010 :

- à moins d'un an : 49,13%
- de 1 à 5 ans : 50,85%
- à plus de 5 ans : 0,02%

Principales évolutions des lignes de crédit

Altran a signé le 4 juillet 2008 un accord avec ses banquiers assurant un accès complet à des lignes de crédit représentant 107,9 millions d'euros au 30 juin 2010 et dont la maturité est présentée ci-dessous :

En millions d'euros	déc-08	juin-09	déc-09	juin-10	déc-10	juin-11	déc-11	juin-12	déc-12	juin-13	déc-13
Révolving Tranche A	26,0	23,1	20,2	17,3	14,4	11,6	8,7	5,8	2,9	0,0	0,0
Révolving Tranche B	124,0	111,6	99,2	86,8	74,4	62,0	49,6	37,2	24,8	12,4	0,0
Total	150	134,7	119,4	104,1	88,8	73,6	58,3	43,0	27,7	12,4	0,0
CADIF Renégocié	5,0	5,0	4,4	3,8	3,2	2,6	2,0	1,4	0,8	0,2	0,0
Total général	155,0	139,7	123,8	107,9	92,0	76,2	60,3	44,4	28,5	12,6	0,0

Au 30 juin 2010, l'intégralité des lignes de crédit moyen terme était mobilisée, soit 107,9 millions d'euros.

La majorité des dettes financières auprès des établissements de crédit est contractée à taux variable essentiellement indexé sur le taux de référence EURIBOR ou EONIA et une politique de couverture a été mise en place.

La variation de juste valeur des swap de taux a impacté positivement les capitaux propres pour un montant net de 507 milliers d'euros (montant brut : 772 milliers d'euros / impôt différé : -266 milliers d'euros).

L'ensemble des informations relatives aux risques de liquidités sont décrites au chapitre VI paragraphe 3 du présent document.

5.10. Provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges court et long terme sur la période s'analyse comme suit :

	31/12/2009	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variations de change	Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2010
Provision litiges sociaux	3 494	1 544	(1 186)	(200)	308		940	4 900
Provision autres litiges	2 898	562	(13)	(640)	86			2 893
Provision litiges et pénalités fiscales	243	1			23			267
Provision autres risques > 1 an	3 583	1 359	(2 083)	(672)	337			2 524
Provision pour restructuration	1 411	124	(589)		96		(207)	835
Autres provisions pour charges	469							469
Total long terme	12 098	3 590	(3 871)	(1 512)	850	0	733	11 888
Provision litiges sociaux	4 703	583	(336)	(954)			(940)	3 056
Provision autres litiges	710		(426)	(117)				167
Provisions pour garanties	345	10	(133)					222
Provision litiges et pénalités fiscales	220				14			234
Provision sur pertes à terminaison	293	51	(228)					116
Provision autres risques	2 489	423			29			2 941
Provision pour restructuration	39 980	6 893	(20 781)		323	(4)	269	26 680
Provision autres charges	63	33	(37)		4			63
Total court terme	48 803	7 993	(21 941)	(1 071)	370	(4)	(671)	33 479

Provisions pour restructuration

L'évolution des principales provisions pour restructuration s'analyse comme suit :

Plan Albatros	31/12/09	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/10
Coûts salariaux	1 803	(116)	(44)		1 643
Rationalisation des baux locatifs	51	108	(60)	11	110
Autres	0	8			8
Total	1 854	0	(105)	11	1 760

Plan de performance	31/12/09	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/10
Coûts salariaux	4 164	82	(3 103)	37	1 180
Rationalisation des baux locatifs	2 940	461	(1 237)	179	2 343
Autres	256		(215)	13	54
Total	7 360	543	(4 555)	229	3 577

Plan Effet Crise	31/12/09	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/10
Coûts salariaux	22 255	6 180	(16 168)	23	12 290
Rationalisation des baux locatifs	1 210	236	(457)	107	1 096
Autres	59	57	(73)	4	47
Total	23 524	6 473	(16 698)	134	13 433

5.11. Avantages du personnel

Les dettes relatives aux avantages du personnel et organismes sociaux se présentent comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009	Variation
Personnel et organismes sociaux	164 026	133 620	30 406
	164 026	133 620	30 406
Avantages du personnel non courants	35 679	34 769	910
Autres avantages postérieurs à l'emploi non courants (*)	2 615	3 411	(796)
	38 294	38 180	114
Total	202 320	171 800	30 520

(*) : Avantages du personnel éligibles à IAS 19

L'engagement total du Groupe au titre des régimes de retraites et des avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés en « avantages du personnel non courants », porte essentiellement sur la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et la Suisse.

Les actifs de couverture sont essentiellement localisés en Allemagne, en Belgique, en Suisse et au Japon. Ils sont essentiellement composés des fonds de communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou actions.

5.12. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes auprès des fournisseurs s'élèvent à 66 099 milliers d'euros au 30 juin 2010 contre 63 716 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

	30/06/2010			31/12/2009		
	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues
Fournisseurs et comptes rattachés	66 099	15 343	50 756	63 716	16 867	46 849

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés, dont l'échéance est dépassée s'analysent comme suit :

Echues	30/06/2010	31/12/2009
Échéances inférieures à 1mois	9 087	10 421
Échéances comprises entre 1mois et 3 mois	3 381	4 011
Échéances supérieures à 3mois	2 876	2 435
Total dettes échues	15 343	16 867

5.13. Autres dettes courantes

Ce poste comprend essentiellement la part facturée d'avance des produits et services concourant au chiffre d'affaires.

5.14. Dettes sur titres court terme

Ce poste est composé des compléments de prix restant à payer.

6. Notes relatives au compte de résultat

6.1. Information sectorielle au 30 juin 2010

En application de la norme IFRS 8 « Secteur Opérationnels » remplaçant IAS 14, le Groupe est tenu de communiquer une information financière sectorielle qui est basée sur le reporting interne examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Les zones se définissent ainsi :

- France
 - Nord : Allemagne, Autriche, Benelux, Danemark, Irlande Norvège, Pays de l'Est, Royaume-Uni, Suède, Suisse
 - Sud : Brésil, Espagne, Italie, Portugal,
- Reste du monde : Asie, Amérique du nord, Tunisie, Emirats Arabes Unis
- Arthur D. Little

Information sectorielle (en millions d'euros)

Au 30/06/10	France	Nord	Sud	Reste du monde	Arthur D. Little	Elim. inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires							
Externe	325	168	147	16	53		709,2
Intersecteurs	12	4	2	1	0	(19)	(0)
Total chiffre d'affaires	336,8	172,1	148,8	17,5	53,2	(19,2)	709,2
Total produits d'exploitation	340	172	149	17	54	(19)	713
Total charges d'exploitation	(325)	(164)	(146)	(18)	(61)	19	(696)
Résultat opérationnel courant	14,5	8,4	2,5	(1,0)	(6,7)	(0)	17,5
% Résultat opérationnel courant	4,3%	4,9%	1,7%	-5,6%	-12,6%		2,5%
Actifs par zone	1 101	228	168	9	288	(516)	1 278
Actifs non alloués	0	0	0	0	0	0	0
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	1 101	228	168	9	288	(516)	1 278

Au 30/06/09	France	Nord	Sud	Reste du monde	Arthur D. Little	Elim. inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires							
Externe	320	182	148	19	52		721
Intersecteurs	9	3	2	1	1	(16)	0
Total chiffre d'affaires	329,4	184,9	149,3	20,5	53,1	(16,1)	721,1
Total produits d'exploitation	330	185	150	20	53	(16)	722
Total charges d'exploitation	(326)	(178)	(139)	(24)	(63)	16	(714)
Résultat opérationnel courant	4,2	7,5	10,6	(3,2)	(10,0)	(0,2)	8,9
% Résultat opérationnel courant	1,3%	4,0%	7,1%	-15,7%	-18,9%	0,0%	1,2%
Actifs par zone	1 081	252	197	15	303	(608)	1 240
Actifs non alloués	0	0	0	0	0	0	0
Titres mis en équivalence	0	0	0	0	0	0	0
Total actif	1 081	252	197	15	303	(608)	1 240

La France intègre les filiales opérationnelles et le siège social du Groupe regroupant les organes de direction et les services transverses.

Après une année 2009 marquée par la crise mondiale, et dans un environnement économique qui est resté difficile, le chiffre d'affaires semestriel du groupe s'établit à 709,2 millions d'euros, en léger retrait de 1,6% par rapport au 1^{er} semestre 2009 (- 0,9 % à taux de change et périmètre constants). Ce taux intègre un effet favorable lié aux variations de taux de change à hauteur de 0,8% et un effet défavorable lié aux variations de périmètre pour 1,7%, dans les secteurs Nord et Reste du monde. Les jours ouvrés ont eu un impact positif de 1% sur le chiffre d'affaires.

6.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

	juin-10	juin-09	Variation
Ventes de biens	2 606	3 765	(30,8%)
Prestations de services	706 010	716 801	(1,5%)
Redevances	600	520	15,4%
Total	709 216	721 086	(1,6%)

6.3. Charges externes

Au 30 juin 2010, les charges externes se décomposent comme suit :

	30/06/2010	30/06/2009	Variation
Sous-traitance	56 740	50 076	13,3%
Locations simples et charges annexes	27 437	30 069	(8,8%)
Formation	4 469	(358)	(1348,3%)
Honoraires et services externes	14 412	13 533	6,5%
Transports, voyages, déplacements	31 031	31 520	(1,6%)
Autres achats et services extérieurs	23 688	20 943	13,1%
Total	157 777	145 783	8,2%

L'analyse des variations est détaillée dans le rapport d'activité au paragraphe 2 « Charges opérationnelles courantes ».

6.4. Charges de personnel

Au 30 juin 2010, les charges de personnel se décomposent comme suit :

	juin-10	juin-09	Variation
Traitements et salaires (y compris charges sociales)	516 922	545 974	-5,32%
Participation des salariés	634	147	331,34%
	517 557	546 121	-5,23%
Charges relatives à des paiements en actions	365	544	-32,93%
Avantages du personnel long terme	2 796	3 346	-16,44%
Total	520 717	550 011	-5,33%

Paiements en actions

Les plans de stock-options sont présentés dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice 2009.

6.5. Dotations aux amortissements et provisions nettes

	30/06/10	30/06/09
	6m	6m
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(7 760)	(7 970)
Provisions sur actif circulant	1 602	1 198
Provisions pour risques et charges	1 721	3 099
Total	(4 437)	(3 673)

La reprise nette de provisions sur actif circulant de 1 602 milliers d'euros est à rapprocher d'une charge sur créances irrécouvrables de 2 369 milliers d'euros.

6.6. Autres produits et charges opérationnels non récurrents

	30/06/10	30/06/09
Résultat de cession des immobilisations corporelles & incorporelles	(18)	(45)
Résultat de cession & liquidation des titres consolidés	(1 725)	(185)
Reprise de provision nette sur litiges	313	
Cession d'activité	(1 352)	
Reprise avantage du personnel	962	
Charges de restructuration	(27 315)	(14 522)
Dotations nettes de reprises restructuration	14 140	(2 791)
Autres	(869)	70
Total	(15 865)	(17 474)

Le résultat opérationnel non récurrent de (15 865) milliers d'euros comprend un impact net de (13 175) milliers d'euros au titre des plans de restructuration dont une analyse par nature vous est présentée ci-dessous :

Coûts de restructuration

	30/06/10	30/06/09
Charges de restructuration		
<i>Plan albatros</i>		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(7)	273
Rationalisation baux locatifs	(60)	(23)
Autres	(5)	
	(73)	249
<i>Plan de performance</i>		
Mises au rebut des agencements	(29)	(121)
Coûts salariaux	(3 428)	(7 064)
Projet immobilier	(1 138)	(634)
Autres	(323)	(368)
	(4 917)	(8 188)
<i>Plan Effet Crise</i>		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(21 161)	(6 400)
Projet immobilier	(637)	(59)
Autres	(527)	(125)
	(22 325)	(6 584)
Total	(27 315)	(14 522)

	30/06/10	30/06/09
Dotations nettes de reprises		
<i>Plan albatros</i>		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	44	321
Rationalisation baux locatifs	60	23
Autres		
	105	344
<i>Plan de performance</i>		
Mises au rebut des agencements	(30)	35
Coûts salariaux	3 064	1 271
Rationalisation baux locatifs	752	705
Autres	195	(298)
	3 981	1 713
<i>Plan Effet Crise</i>		
Mises au rebut des agencements	(170)	
Coûts salariaux	9 988	(2 492)
Rationalisation baux locatifs	221	(1 979)
Autres	15	(378)
	10 054	(4 848)
Total	14 140	(2 791)

Détail de la charge nette :

	30/06/10	30/06/09
<i>Plan albatros</i>	31	594
<i>Plan de performance</i>	(936)	(6 475)
<i>Plan Effet Crise</i>	(12 270)	(11 432)
Total	(13 175)	(17 313)

6.7. Coût de l'endettement financier net

	30/06/10	30/06/09
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2 018	1 922
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie	113	892
	2 131	2 814
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts relatifs aux emprunts obligataires	(6 844)	12
Charges d'intérêts sur autres opérations de financement	(7 923)	(8 322)
	(14 767)	(8 310)
Coût de l'endettement financier net	(12 636)	(5 496)

Le coût de l'endettement financier net de 12 636 milliers d'euros inclut les intérêts sur emprunt obligataires (6 844) milliers d'euros et les intérêts sur découverts et crédits moyen terme pour (7 923) milliers d'euros.

6.8. Autres produits et charges financiers

	30/06/10	30/06/09
Produits financiers		
Profit sur cession des autres immobilisations financières		
Produits financiers d'actualisation	157	125
Gain de change	8 362	4 045
Reprise prov. dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants		730
Gains sur instruments financiers	51	98
Autres produits financiers	111	34
	8 680	5 032
Charges financières		
Perte sur cession des autres immobilisations financières		(730)
Dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants		(127)
Dotation aux avantages du personnel	(746)	
Perte de change	(3 393)	(6 413)
Charges financières d'actualisation	(370)	(366)
Pertes sur instruments financiers		(448)
Autres charges financières	(18)	(81)
	(4 526)	(8 165)

6.9. Charge d'impôt

Les différences entre l'impôt sur les résultats pris en charge et l'impôt théorique obtenu en appliquant le taux d'imposition français sont les suivantes :

Résultat net part du Groupe	-27 914
Impôts	-6 087
Intérêts des minoritaires	-436
Résultat avant impôt et après dépréciation des écarts d'acquisition	-21 392
Amortissement des survaleurs	-14 573
Résultat avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	-6 818
Produit d'impôt théorique au taux de la maison mère (34,43%)	2 348
- Autres impôts exigibles sur le résultat	-9 551
- Variation des dépréciations d'impôts différés actifs	-3 545
- Différentiel de taux des pays étrangers	-243
- Autres différences permanentes	4 905
Impôt effectif constaté	-6 087

Les autres impôts exigibles sur le résultat correspondent principalement à des impôts secondaires acquittés en France (4,2 millions d'euros) (cf chapitre 2), en Italie (2,3 millions d'euros) et au Brésil (2,2 millions d'euros).

7. Suivi des litiges significatifs et passifs éventuels

Les litiges significatifs et passifs éventuels tels que portés à la connaissance des actionnaires lors de l'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2009 (pages 14 à 15 du Document de Référence 2009), n'ont pas fait l'objet d'évolution significative à la date d'arrêt des comptes du 1^{er} semestre 2010.

8. Engagements hors bilan

L'évolution des engagements hors bilan est présentée ci-dessous :

	30/06/2010	31/12/2009
Engagement donnés :		
- Cautions, avals et garanties donnés	50 443	50 050
- Paiements minimaux au titre de la location simple	166 826	180 529
- Clause de non concurrence en faveur d'anciens salariés		
a) Montant brut		0
b) Charges sociales		0
	217 270	230 579
Engagements reçus :		
- Cautions, avals et garanties reçus	0	0

9. Information sur les parties liées

Altran Technologies a comptabilisé un achat de prestations de services de 37 milliers d'euros auprès de la société Alter dans laquelle un administrateur possède des intérêts.

10. Evènements postérieurs à la clôture

Altran a cédé le sous-groupe Altran Control Solutions le 30 juillet 2010 à son management. Ces activités représentaient environ 12,4 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel en 2009 et étaient en perte depuis 2007.

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Altran Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir, situation qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2009 et qui est décrit dans la note « Utilisation d'estimations » de l'annexe. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels

consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 31 août 2010

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Guy Isimat-Mirin

Jérôme de Pastors

Henri Lejetté

D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
--

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Yves de Chaisemartin

Président du Conseil d'Administration & Directeur Général